

SUEUR (Jean-Pierre)

*Député du Loiret
Socialiste*

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 2 avril 1987] (p. 3682).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 3 avril 1987] (p. 3731).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi modifiant le code du travail et relatif à la prévention et à la lutte contre le chômage de longue durée (n° 687) [J.O. du 17 juin 1987] (p. 6504).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi portant diverses mesures d'ordre social (n° 738) [J.O. du 30 juin 1987] (p. 7066).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à la sécurité sociale (n° 1148) [J.O. du 23 décembre 1987] (p. 15046).

QUESTIONS

au Gouvernement :

— **Sécurité sociale :** tenue des états généraux de la sécurité sociale alors que le Gouvernement a déjà décidé des mesures qu'il prendrait ; déficit de la sécurité sociale ; exclusion du Parlement de cette consultation [12 novembre 1987] (p. 5747).

INTERVENTIONS

— **Projet de loi sur l'épargne (n° 443).**

Première lecture, avant la discussion des articles [16 avril 1987] :

P.E.R. (plan d'épargne retraite) :

- âge de la retraite et retraite à soixante ans (p. 406) ;
- durée de cotisation donnant droit à une retraite à taux plein (p. 406) ;
- capitalisation (retraite par —) (p. 405) ;
- inégalités (accroissement des — du fait du P.E.R.) (p. 406) ;
- prélèvement libératoire optionnel (p. 405) ;
- répartition (retraite par —) (p. 405) ;
- sortie du P.E.R. (rente viagère ou capital) (p. 406).

— **Projet de loi relevant les peines prévues par l'article L. 1^{er} du code de la route (n° 616).**

Première lecture, avant la discussion de l'article unique [23 avril 1987] :

Alcoolisme (mesures prises par le Gouvernement contredisant l'effort de lutte contre l'— et notamment relatives au privilège des bouilleurs de crus) (p. 614).

alcoolisme au volant (généralités et sanctions de l'—) :

- accidents corporels et mortels (p. 614) ;
- Anne Cellier (décès accidentel d'—) (p. 614) ;
- éthylotests et éthylomètres (équipement des forces de gendarmerie et de police) (p. 614) ;
- peines de substitution (travaux d'intérêt général) (p. 614).

Publicité pour l'alcool (p. 614).

Discussion de l'article unique :

Après l'article unique : contre l'amendement n° 33 de M. René André (possibilité pour les personnes contrôlées de demander une analyse de sang pour vérifier les résultats donnés par les éthylomètres et les éthylotests) (p. 619).

— **Projet de loi relatif aux établissements d'hospitalisation et à l'équipement sanitaire (n° 504).**

Première lecture, avant la discussion des articles [28 et 29 avril 1987] :

Chef de service (statut et rôle du —) (p. 749, 750).

Médecins hospitaliers (nombre, formation et statut des —) (p. 750).

Personnel non médical de l'hôpital (p. 750).
Politique hospitalière menée entre 1981 et 1986 (et notamment départementalisation) (p. 750).
Secteur privé hospitalier (réintroduction du — à l'hôpital public) (p. 749, 751).
Service (rétablissement du —) (p. 750).

Discussion des articles [29 et 30 avril 1987] :

Titre I^{er} : organisation des établissements d'hospitalisation publics.

Article 4 (compétences des commissions médicales d'établissement) : ses observations ; réforme des études médicales (p. 798) ; soutient l'amendement n° 148 de M. Claude Bartolone (de suppression) ; rejeté (p. 799).

— **Projet de loi relatif à la durée et à l'aménagement du temps de travail (n° 686)**.

Première lecture, avant la discussion des articles [12 et 13 mai 1987] :

Déréglementations (p. 1036).

Durée du travail (et notamment association de l'aménagement du temps de travail avec la réduction de la — et comparaisons internationales) (p. 1036).

Emploi (et notamment résorption du chômage) (p. 1035).

Niveau de conclusion des accords relatifs à l'aménagement du temps de travail (et conditions générales de mise en œuvre) (p. 1036).

Son rappel au règlement : nombre de salariés qui effectuaient 44 heures et plus de travail par semaine (p. 1096, 1097).

Taddei (rapport — « des machines et des hommes ») (p. 1036).

Discussion des articles

[13 mai 1987], [14 mai 1987], [15 mai 1987] :

Avant l'article 1^{er} : soutient l'amendement n° 229 de M. Gérard Collomb (composition de la délégation de chacune des organisations représentatives parties à des négociations dans l'entreprise) (p. 1100) ; statistiques sur le nombre d'heures de travail effectives ; rejeté au scrutin public (p. 1101) ; soutient l'amendement n° 69 de M. Gérard Collomb (cas de recours au travail à durée déterminée) (p. 1107) ; rejeté (p. 1108) ; soutient l'amendement n° 72 de M. Gérard Collomb (suppression des contrats à durée déterminée successifs) (p. 1109) ; rejeté.

Article 1^{er} (dérogation aux dispositions réglementaires relatives à l'aménagement et à la répartition des horaires de travail) : soutient l'amendement n° 73 de M. Gérard Collomb (de suppression) (p. 1141) ; rejeté au scrutin public (p. 1142).

Article 2 (récupération) : son opposition (p. 1167).

Article 4 (droits des salariés titulaires d'un contrat de travail intermittent) : son opposition ; réduction du temps de travail (p. 1238) ; soutient l'amendement n° 87 de M. Gérard Collomb (de suppression) (p. 1241) ; application de l'article 44-3 de la Constitution (p. 1242) ; soutient l'amendement n° 91 de M. Gérard Collomb (bénéfice, pour les travailleurs intermittents, des accords sur la mensualisation) ; application de l'article 44-3 de la Constitution (p. 1247).

— **Projet de loi portant diverses mesures d'ordre social (n° 738)**.

Première lecture, avant la discussion des articles

[4 et 5 juin 1987] :

Soutient l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Pierre Joxe (Socialiste) (p. 1985) ; rejetée au scrutin public (p. 1993).

Dispositions relatives à la protection sociale :

— financement de la sécurité sociale (p. 1987).

Dispositions relatives à la santé :

— S.I.D.A. (dépistage anonyme et gratuit du —) (p. 1986).

Dispositions relatives aux études médicales :

— réforme du troisième cycle des études médicales (p. 1987) ;

— situation des généralistes (ou résidents) (p. 1987).

Dispositions relatives au travail et à l'emploi :

— adhésion des collectivités locales au régime d'assurance chômage pour les agents non titulaires (p. 1986) ;

— recherche d'emploi pour les chômeurs de 55 ans non indemnisés (dispense de —) (p. 1989, 1990) ;

— stages d'initiation à la vie professionnelle (régime des —) (p. 1988, 1989).

Dispositions relatives à la fonction publique de l'Etat :

— contractuels (recrutement des —) (p. 1990) ;

— délégation du pouvoir disciplinaire et du pouvoir de nomination (p. 1989, 1990) ;

— handicapés (recrutement des —) (p. 1986).

C.N.R.S. (validation des décisions prises par les sections du —) (p. 1986, 1987).

Son rappel au règlement : conditions dans lesquelles peut être présentée une exception d'irrecevabilité ; statistiques sur l'emploi (p. 1993, 1994).

Techniques du D.M.O.S. (p. 1985).

Discussion des articles [9 juin 1987] [10 juin 1987] [11 juin 1987] :

Titre I^{er} : Dispositions relatives à la protection sociale.

Article 6 (bénéfice de l'exonération de cotisation pour l'emploi d'une aide à domicile) : nécessité de fixer un plafond de ressource ; situation des associations salariant des aides ménagères à domicile (p. 2074).

Article 9 (délai de prescription applicable aux cotisations sociales agricoles) : soutient l'amendement n° 131 de Mme Martine Frachon (délai de reprise des cotisations de sécurité sociale étant fixés à cinq ans) ; rejeté.

Article 10 (garantie de paiement relative aux cotisations sociales agricoles) : soutient l'amendement n° 132 de Mme Martine Frachon (prestations familiales du régime agricole étant inaccessibles et insaisissables) ; rejeté (p. 2077).

Article 15 (exonération de cotisation dans le cadre d'associations intermédiaires) : situation des jeunes dans les associations intermédiaires (p. 2080) ; rôle des organisations professionnelles (p. 2081).

Après l'article 15 : ses observations sur l'amendement n° 86 de M. Bernard-Claude Savy (assiette de la taxe sur la publicité pharmaceutique) (p. 2082) ; demande une suspension de séance (p. 2089).

Après l'article 15 : ses observations sur l'amendement n° 225 du Gouvernement (montant des taxes sur les betteraves, céréales et graines oléagineuses portées au profit du budget annexe des prestations sociales agricoles).

Article 16 (dépistage anonyme et gratuit du S.I.D.A.) : contre l'amendement n° 279 de M. François Bachelot (de suppression) (p. 2098).

Après l'article 24 : contre l'amendement n° 97 de M. Pierre Delmar (représentation des pharmaciens salariés au sein de l'ordre national des pharmaciens) (p. 2109).

Après l'article 27 : ses observations sur l'amendement n° 295 du Gouvernement (personnel des termes nationaux d'Aix-les-Bains étant soumis aux dispositions du Titre II du statut de la fonction publique de l'Etat) (p. 2111) ; contre l'amendement n° 297 du Gouvernement (établissements pouvant récupérer sur le tiers responsable d'accident les charges sociales continuant d'être dues pendant les périodes d'indisponibilité des fonctionnaires victimes d'accident) ; son rappel au règlement : ses observations sur le mot « autres » employé sans déterminant devant un nom pluriel coordonné (p. 2112) ; contre l'amendement n° 302 du Gouvernement (retrait des personnels des termes nationaux d'Aix-les-Bains du champ d'application du Titre IV du statut de la fonction publique) (p. 2114).

Titre IV : dispositions relatives au travail et à l'emploi.

Article 31 (dispositions relatives au départ à la retraite des salariés) : son approbation (p. 2133) ; demande une suspension de séance (p. 2138).

Article 33 (dispense de recherche d'emploi pour certaines catégories de chômeurs) : ses observations (p. 2140).

Article 37 (exonération de cotisations sociales de l'indemnité complémentaire versée aux jeunes en stages d'initiation à la vie professionnelle) : ses observations (p. 2148) ; soutient l'amendement n° 185 de Mme Martine Frachon (définition du stage d'initiation à la vie professionnelle) (p. 2152).

Titre III : dispositions relatives aux études médicales.

Article 28 (précédemment réservé) (régime du troisième cycle des études médicales) : son opposition (p. 2197, 2198) ; soutient l'amendement n° 140 de M. Claude Bartolone (généralistes étant formés par un internat) (p. 2211) ; rejeté au scrutin public (p. 2212) ; soutient l'amendement n° 235 de M. Claude Bartolone (cas où un étudiant peut se représenter à son examen) ; rejeté (p. 2219) ; soutient l'amendement n° 143 de M. Claude Bartolone (programme de l'examen classant et validant) (p. 2219) ; rejeté (p. 2220) ; soutient l'amendement n° 146 de M. Claude Bartolone (durée de l'internat) (p. 2221) ; rejeté (p. 2222) ; soutient l'amendement n° 150 corrigé de M. Claude Bartolone (qualification du doctorat de médecine générale) ; rejeté (p. 2223) ; soutient l'amendement n° 236 de M. Claude Bartolone (identité des statuts des étudiants de troisième cycle) (p. 2225) ; rejeté (p. 2226) ; soutient l'amendement n° 159 de M. Claude Bartolone (de cohérence) ; rejeté (p. 2227).

Article 30 (précédemment réservé) (*décret d'application de l'article 28*) : décret que le Gouvernement entend prendre pour appliquer l'article 28 ; soutient l'amendement n° 175 de M. Claude Bartolone (possibilité pour le Gouvernement de prendre des mesures transitoires jusqu'au 1^{er} octobre 1990) (p. 2231) ; rejeté (p. 2232).

Titre VI : *dispositions diverses*.

Avant l'article 46 : **son rappel au règlement** : dépôt tardif de l'amendement n° 274 de M. Pelchat (absence de service fait résultant d'une cessation concertée du travail dans l'aviation civile donnant lieu à une retenue ne pouvant être inférieure, pour chaque période de vingt-quatre heures, au trentième du traitement mensuel des personnes concernées) et du sous-amendement n° 347 corrigé de M. Alain Lamassoure (extension du champ d'application de l'amendement aux personnels de l'Etat, des collectivités locales et des services publics) ; demande une réunion de la commission (p. 2295).

Commission mixte paritaire, avant la discussion des articles [30 juin 1987] :

Soutient l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Pierre Joxe (p. 3376, 3377, 3378, 3379, 3380, 3381) ; rejetée au scrutin public (p. 3382).

D.M.O.S. (technique du — et procédure d'examen et contenu du présent projet) (p. 3376, 3377, 3378).

Etudes médicales (réforme des — et médecine générale) (p. 3381).

Fonction publique :

- contractuels (recrutement de —) (p. 3381) ;
- grève dans le secteur public (réglementation du droit de — et règle du trentième indivisible) (p. 3378, 3379, 3380, 3381) ;
- sanctions du second groupe (p. 3381).

Groupements d'employeurs (p. 3378).

Personnes âgées (recours à une tierce personne) (p. 3378).

Son rappel au règlement (demande une suspension de séance ; heure tardive de la levée de séance ; procédure mise en œuvre pour faire adopter les dispositions sur le droit de grève dans le secteur public) (p. 3382, 3383).

Son rappel au règlement (refus de M. Claude Labbé, vice-président, d'accorder une demande de suspension de séance au groupe socialiste pour l'examen des dispositions relatives au droit de grève dans la fonction publique ; demande une nouvelle suspension de séance : celle-ci est rejetée par l'Assemblée) (p. 3386).

Son rappel au règlement (dépôt de l'amendement n° 1 du Gouvernement relatif au financement de la formation professionnelle continue et de la formation en alternance des jeunes ; demande une suspension de séance) (p. 3400, 3401).

Travail et emploi :

- formation professionnelle continue (taux de cotisation consacré à la — et niveau du quota consacré à la formation en alternance des jeunes) (p. 3378) ;
- formation professionnelle des jeunes (contrats de qualification et S.I.V.P.) (p. 3378).

Explications de vote [30 juin 1987] :

D.M.O.S. (technique du — et contenu et conditions d'examen du présent projet) (p. 3408).

Formation en alternance et formation professionnelle continue (financement des) (p. 3408).

Grève dans le secteur public (exercice du droit de —) (p. 3408, 3409).

Vote négatif du groupe socialiste (p. 3409).

— **Projet de loi portant diverses mesures relatives au financement de la sécurité sociale (n° 840) et conclusions du rapport de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi organique de M. Michel d'Ornano et plusieurs de ses collègues relative au contrôle du Parlement sur les finances des régimes obligatoires de sécurité sociale (n° 797).**

Première lecture, avant la discussion des articles : discussion commune [18 et 19 juin 1987] :

Soutient la question préalable opposée par M. Pierre Joxe sur les conclusions du rapport de commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi organique de M. Michel d'Ornano et plusieurs de ses collègues, relatives au contrôle du Parlement sur les finances des régimes obligatoires de sécurité sociale (n° 857) (p. 2866, 2868) ; rejetée au scrutin public (p. 2872).

Concertation (nécessité d'une — avec les partenaires sociaux) (p. 2866, 2868, 2871).

Contrôle et information du Parlement sur le budget social de la nation (constitutionnalité, opportunité) (p. 2866, 2867).

Etats généraux (opportunité et enjeux des —) (p. 2866).

Partenaires sociaux (articulation des prérogatives des — avec le contrôle du Parlement) (p. 2866, 2867).

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif au règlement de l'indemnisation des rapatriés (n° 858).**

Première lecture, discussion des articles [25 juin 1987] :

Article 1^{er} (*modalités de calcul du complément d'indemnisation*) : ses observations (p. 3197).

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à l'organisation de la sécurité civile, à la protection de la forêt contre l'incendie et à la prévention des risques majeurs (n° 781).**

Première lecture, discussion des articles [8 juillet 1987] :

Titre II : *protection de la forêt contre l'incendie et prévention des risques majeurs*.

Chapitre V : *prévention des risques technologiques*.

Avant l'article 30 : soutient l'amendement n° 199 rectifié de M. Guy Michel Chauveau (établissement d'une carte des installations industrielles et du flux des matières dangereuses) (p. 3859) ; rejeté (p. 3860).

— **Projet de loi de finances pour 1988 (n° 941).**

Première lecture, avant la discussion des articles [14 octobre 1987] :

Allègements d'impôt (p. 4261).

Déficit budgétaire (et des administrations) (p. 4260).

Emploi (politique de l'— et de la formation professionnelle) (p. 4260).

Finances publiques (programmation à moyen terme des — et « bombes à retardement ») (p. 4260).

Deuxième partie :

Budget annexe des postes et télécommunications.

— *Questions* [26 octobre 1987] :

Personnels techniques (recrutement et statut des —) (p. 4858).

Education nationale. — I. Enseignement scolaire.

— *Questions* [28 octobre 1987] :

A.T.O.S. (réduction des effectifs) (p. 5005).

II. Recherche et enseignement supérieur. — Examen des fascicules [29 octobre 1987] :

Enseignement supérieur :

Doctorat (p. 5090).

Etudiants (nombre d'— notamment en première année) (p. 5090).

Premiers cycles universitaires (p. 5090).

Universités (statut des — et application de l'article 33 de la loi de 1984) (p. 5089, 5090, 5093).

Affaires sociales et emploi. — Examen du fascicule [2 novembre 1987] :

Politiques sociales et sectorielles :

— handicapés (politique en faveur des —) (p. 5252, 5253).

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la mutualisation de la Caisse nationale de crédit agricole (n° 971).**

Première lecture, avant la discussion des articles [19 novembre 1987] et [20 novembre 1987] :

Crédit agricole :

— indépendance du — à l'égard de l'Etat (p. 6124, 6125) ;

— maintien de la vocation et du rôle spécifique du — (p. 6125).

Mutualisation ou privatisation (p. 6125).

Recettes (affectation des — de la mutualisation) (p. 6125).

— **Projet de loi relatif à la sécurité sociale (n° 1148).**

Commission mixte paritaire, avant la discussion des articles [22 décembre 1987] :

Assurance maladie des mères de famille (p. 8046).

Cessation anticipée d'activité des médecins (p. 8046).

Etats généraux de la sécurité sociale (p. 8045).

Exonération des charges sociales pour l'emploi d'une aide ménagère (p. 8046, 8047).

Mères célibataires (situation des —) (p. 8046).